



Rénovation énergétique des logements et des bâtiments tertiaires

I – Le contexte

La rénovation énergétique des logements/bâtiments est une priorité du Gouvernement. Elle répond à un triple enjeu : climatique, de pouvoir d'achat et de qualité de vie.

Depuis maintenant 8 ans existent des programmes appelés Programme d'intérêt général (PIG) qui permettent d'informer la population et de subventionner les travaux des particuliers.

Aujourd'hui il s'agit d'aller plus loin dans la massification de la rénovation énergétique .

1) Massifier la rénovation énergétique

Le « Service d'accompagnement pour la rénovation énergétique » (SARE), vise à aider les Français à se repérer dans les aides aux travaux et à se faire conseiller, et ainsi savoir quels travaux effectuer pour améliorer leur confort tout en réduisant leurs factures de chauffage.

Le déploiement de ce programme sur tout le territoire reposera sur une implication forte des collectivités territoriales volontaires, et prioritairement des régions, collectivités chefs de file de la transition énergétique.

Ce nouveau programme, dont l'enveloppe dédiée pourra atteindre 200 millions d'euros sur la période 2020-2024, permettra de cofinancer les montants engagés par les collectivités territoriales pour la réalisation de trois missions essentielles :

1. Soutenir le déploiement d'un service d'accompagnement des particuliers,
2. Créer une dynamique territoriale autour de la rénovation,
3. Soutenir le déploiement d'un service de conseil aux petits locaux tertiaires privés.

Le programme accompagnera également la rénovation des bâtiments du « petit tertiaire privé » (commerces, bureaux, restaurants...d'une superficie inférieure à 1000 m²), afin que les propriétaires de tels locaux disposent du même guichet d'information et de conseil de proximité, comme l'envisageait le plan de rénovation énergétique des bâtiments adopté en avril 2018.

En Pays de Loire

En Pays de Loire, la Région a décidé d'être porteur associé à l'État du programme SARE. Les EPCI seront invités à créer des plateformes territoriales de rénovation énergétique (PTRE) sur l'ensemble du territoire ligérien, d'ici 2023, pour permettre l'accélération de la rénovation énergétique du logement et du tertiaire. Par ailleurs, la Région a décidé d'aider financièrement les EPCI ligériens qui co-financeront une PTRE.

Le défi majeur à relever pour garantir la réussite du déploiement du programme SARE tient dans la capacité à mobiliser les collectivités territoriales. Cette mobilisation est essentielle pour :garantir une couverture régionale par les PTRE et déterminer des objectifs de réalisation à la hauteur des ambitions de la rénovation énergétique.

2) Être contraignant vis-à-vis des bâtiments tertiaires : le décret tertiaire

Pris en application de l'article 175 de la loi ELAN, le décret n° 2019-771 du 23 juillet 2019 relatif aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire impose de réduire les consommations énergétiques des bâtiments ou ensemble de bâtiments tertiaires dont la surface de plancher est supérieure ou égale à 1000 m², de 40% d'ici 2030, par rapport à 2010, 50% en 2040 et 60% en 2050. Cette obligation fait partie de l'objectif globale de la stratégie nationale bas carbone d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Sont concernés les bâtiments tertiaires de plus de 1 000 m² qu'ils soient de commerces ou de bureaux. A ce titre les collectivités locales sont concernées par ces dispositions d'économie d'énergie pour leurs propres bâtiments.

La DDTM animera en début d'année 2021 des réunions d'informations à l'intention des propriétaires des locaux tertiaires publics et privés pour les aider à mettre en œuvre ces mesures.

II – Les bases réglementaires

LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement

Décret 2019-771 du 23 juillet 2019 « décret tertiaire »

Arrêté du 5 septembre 2019 portant validation du programme « Service d'accompagnement pour la rénovation énergétique » dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie

III – Votre rôle en tant qu'élus

- Organiser ou relayer l'organisation mise en place pour le SARE auprès des habitants mais aussi des artisans et autres professionnels,
- Poursuivre l'animation des programmes de l'Anah à destinations des ménages modestes et très modestes (avec engagement financier des EPCI pour compléter les aides de l'Anah)
- Engager ou poursuivre la rénovation énergétique des bâtiments tertiaires dont la commune/l'EPCI est propriétaire quelle que soit leur superficie.

IV – Le rôle des services :

Les services déconcentrés du ministère de l'écologie, DREAL et DDT, portent l'information sur la rénovation énergétique et animent le réseau des partenaires de la rénovation.

La DDTM est par ailleurs délégation locale de l'Agence nationale de l'amélioration de l'habitat : à ce titre, elle engage l'agence dans les programmes locaux de rénovation énergétique en contractualisant avec les collectivités et en évaluant les programmes mis en œuvre par elles.

V – Plus d'informations

- Coordonnées des interlocuteurs/boîtes fonctionnelles
service Bâtiment logement 02 40 67 25 50 Cheffe du service Lise Viroulaud
DDTM 44/SBL (Service Bâtiment Logement) <ddtm-sbl@loire-atlantique.gouv.fr>
unité bâtiment 02 40 67 25 69 :
DDTM 44/SBL/BAT (Bâtiment) <ddtm-sbl-bat@loire-atlantique.gouv.fr>
délégation locale de l'Anah 02 0 67 26 60
DDTM 44/SBL/LOGPR (Logement Privé) <ddtm-sbl-logpr@loire-atlantique.gouv.fr>

- lien vers les sites utiles

Sur la rénovation énergétique site du ministère de l'écologie :

<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/boite-outils-elus#e8> puis rubrique : « S'engager dans la rénovation énergétique »

Sur le décret tertiaire :

<http://www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr/le-decret-tertiaire-r2204.html>

Pour les bâtiments publics : https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/Re%CC%81novation%20e%CC%81nergie%CC%81tique%20des%20ba%CC%82timents%20des%20collectivite%CC%81s%20locales_juillet%202020.pdf